

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

8 février 2024

PROPOSITION DE LOI

**modifiant l'arrêté royal
du 14 septembre 2007 relatif
aux normes minimales, à l'implantation et
à l'usage des lieux de détention utilisés
par les services de police, en ce qui concerne
l'obligation d'installer des caméras**

Avis de la Cour de comptes

Voir:

Doc 55 **3349/ (2022/2023)**:

001: Proposition de loi de Mmes Platteau et Chanson.
002: Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

8 februari 2024

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het koninklijk besluit
van 14 september 2007 betreffende
de minimumnormen, de inplanting en
de aanwending van de door de politiediensten
gebruikte opsluitingsplaatsen voor wat
de verplichte uitrusting met camera's betreft**

Advies van het Rekenhof

Zie:

Doc 55 **3349/ (2022/2023)**:

001: Wetsvoorstel van de dames Platteau en Chanson.
002: Amendementen.

11416

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

Avis sur les amendements 1 à 6 (DOC 55 3349/002) à la proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 2007 relatif aux normes minimales, à l'implantation et à l'usage des lieux de détention utilisés par les services de police, en ce qui concerne l'obligation d'installer des caméras

1 Demande d'avis

La présidente de la Chambre des représentants a demandé à la Cour des comptes, par lettre du 23 octobre 2023, de rendre un avis contenant une estimation des dépenses nouvelles ou de la diminution des recettes qu'entraînerait l'adoption des amendements 1 à 6 (DOC 55 3349/002) à la *proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 2007 relatif aux normes minimales, à l'implantation et à l'usage des lieux de détention utilisés par les services de police, en ce qui concerne l'obligation d'installer des caméras*, déposée par Mmes Eva Platteau et Julie Chanson (DOC 55 3349/001)¹.

2 Amendements à la proposition de loi : modifications proposées

La proposition de loi du 8 mai 2023 prévoit l'obligation d'équiper chaque cellule de détention de caméras, et ce, en vue de protéger les personnes privées de liberté ainsi que les policiers. À cette fin, l'actuel arrêté royal relatif aux normes minimales applicables aux lieux de détention², qui ne prévoit pas l'obligation d'équiper de caméras les complexes de cellules, devait initialement être adapté.

Les six amendements du 19 octobre 2023 modifient cette proposition de loi afin de répondre aux remarques de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC) et à d'autres avis, notamment celui de la Police fédérale. Selon ces avis, il serait préférable, en vertu du principe de légalité, d'introduire l'obligation d'installer des caméras dans les lieux de détention par le biais d'un article de loi plutôt que d'un article d'arrêté royal.

L'amendement 3 contient l'essentiel du contenu et vise donc à ajouter dans la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police ce qui suit : « *dans les lieux fermés dont les services de police sont gestionnaires, des caméras fixes sont utilisées de manière visible dans tout lieu de détention [...]* ». Il est dès lors demandé à la Cour des comptes d'estimer les dépenses nouvelles éventuelles à cet effet.

3 Estimation

La police intégrée se compose de cellules gérées par la police fédérale et de cellules gérées par la police locale.

3.1 Cellules au niveau de la Police fédérale

La Police fédérale dispose actuellement de 306 cellules au sein de ses bâtiments. Début 2023, 150 d'entre elles étaient équipées de caméras et 156 ne l'étaient donc pas. Le nombre de cellules est toutefois en constante évolution.

¹ Conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre.

² Arrêté royal du 14 septembre 2007 relatif aux normes minimales, à l'implantation et à l'usage des lieux de détention utilisés par les services de police.

Le 1^{er} mars 2021, la ministre de l'Intérieur a informé par écrit le commissaire général de la Police fédérale qu'il était essentiel d'accélérer l'installation de caméras dans les lieux de détention qui n'en étaient pas encore équipés. La ministre a demandé de réaliser cette opération en priorité dans les différents complexes de cellules relevant de la responsabilité de la Police fédérale³.

La Direction de la logistique de la Police fédérale a procédé à une analyse à ce sujet et a identifié, dans une note du 29 décembre 2021, 40 sites reprenant au total 109 cellules ne disposant pas de caméra ou seulement d'un système de caméra analogique obsolète et de qualité inférieure présentant des images en noir et blanc, dont les pièces de rechange ne sont plus disponibles et qui ne peut donc pas être réparé en cas de panne.

La Police fédérale a choisi d'équiper ces 40 sites d'une caméra d'angle antivandalisme spécialisée avec prise de son pour chaque lieu de détention⁴, y compris un enregistreur vidéo numérique muni d'un serveur de gestion vidéo protégé hébergé dans un local (serveur) sécurisé. En parallèle, la Police fédérale investit dans un nouveau poste d'appel (intercom) antivandalisme dans les cellules qui n'en sont pas encore équipées ou dans lesquelles le système est constamment défectueux, de sorte qu'une communication directe soit toujours possible entre le prévenu et le local de surveillance. L'installation tient également compte de l'attribution d'un local de surveillance spécifique dans lequel, via une station de travail, un portier électronique et des écrans de surveillance, les images peuvent être contrôlées en permanence par le gardien désigné et vers lequel le prévenu peut communiquer librement ou passer un appel urgent (d'urgence). La gestion de ces images se fait via une nouvelle station de travail à laquelle chaque utilisateur et chaque responsable du système de gestion vidéo doit se connecter avec un login et un mot de passe strictement personnels. Ces investissements permettent à la Police fédérale de demander immédiatement les images nécessaires pour tout nouvel incident ou plainte et de les transférer en vue d'une enquête plus approfondie, avec une garantie de stockage maximale de trois mois.

L'installation au niveau des 40 sites de la Police fédérale a débuté fin 2022 et devrait prendre fin au premier trimestre 2024. À cet égard, une distinction a été faite entre les cellules devant être utilisées rapidement (priorité 1, adjudication en 2022) et celles nécessitant encore des travaux supplémentaires (priorité 2, adjudication en 2023).

Les offres pour ces 40 sites mentionnent une dépense totale de 1,6 million d'euros⁵, incluant certes l'installation d'un intercom qui n'est pas traité dans les amendements à la proposition de loi. Il s'agit dès lors d'environ 14.710 euros par cellule.

Les installations sont financées à partir des crédits ordinaires de la Police fédérale (603.426,04 euros), complétés par des moyens supplémentaires (1 million d'euros⁶). Le financement n'est dès lors pas assuré par la Régie des bâtiments qui est propriétaire des bâtiments.

Les frais de maintenance ne sont pas compris dans ces offres, alors que les installations sont encore couvertes par la garantie au cours des premières années et que les frais de maintenance n'augmenteront qu'à un stade ultérieur⁷.

³ Lettre du 1^{er} mars 2021 de la ministre de l'Intérieur au commissaire général de la police fédérale ayant pour objet l'installation de caméras de surveillance dans les différents complexes de cellules de la police fédérale.

⁴ La possibilité de prise de son ne sera provisoirement pas utilisée au sein de la police fédérale, car celle-ci attend d'abord la modification de la législation à cet effet, notamment pour se conformer au RGPD.

⁵ Dossier 2022RE87 du 17 octobre 2022 au contrôleur des engagements.

⁶ Provenant des 70 millions d'euros libérés en 2022 pour le renforcement global de la police.

⁷ La police fédérale utilise généralement à cet effet la norme de 10 % du coût d'investissement pour les frais de maintenance annuels.

3.2 Cellules au niveau de la police locale

La police locale assure également la gestion des cellules auxquelles la même obligation s'appliquerait⁸. Au 31 décembre 2021, les zones de police locale, au nombre de 185 à l'époque, géraient conjointement 1.164 cellules, dont 40 % (466 cellules) ne disposaient pas d'une caméra⁹.

Les dépenses supplémentaires pour équiper ces cellules d'une caméra sont à la charge des zones de police locale et donc pas du pouvoir fédéral¹⁰. La Régie des bâtiments met toutefois un accord-cadre¹¹ à disposition pour les installations de sécurité (caméras, contrôle d'accès, etc.) qui peut notamment être utilisé pour l'installation et la maintenance de caméras dans les cellules de police. La police locale peut également faire usage de cet accord-cadre.

La Cour des comptes n'estimera pas avec précision les dépenses supplémentaires pour les zones de police locale car le coût de chaque caméra installée variera en fonction de la situation locale. En effet, outre le coût plutôt limité des caméras¹², il convient également de prendre en compte le coût des serveurs, des licences et du câblage. Le serveur est utilisé pour la gestion centrale des images. Ce coût est unique, mais dépend de l'ampleur de l'installation. Il sera proportionnellement plus élevé si une ou deux caméras doivent être installées qu'en cas d'installation de vingt caméras, par exemple. La licence choisie a également une incidence et certaines zones souhaiteront deux stations de travail (chacune munie des licences nécessaires) au lieu d'une seule, ce qui aura également des répercussions sur le coût. Enfin, le coût du câblage dépend de la localisation de la gestion centrale. Une distance plus conséquente impliquera une dépense plus élevée dans l'ensemble de l'installation.

Calculé à partir du coût moyen à l'échelon fédéral (environ 14.710 euros par cellule sans caméra), cela pourrait représenter une dépense supplémentaire d'au moins 6,85 millions d'euros. Ce montant comprend l'installation d'un interphone. Il est basé sur le nombre de cellules sans caméra au 31 décembre 2021 et s'appuie sur les offres de la Police fédérale qui a utilisé l'accord-cadre disponible de la Régie des Bâtiments. Il s'agit probablement d'une sous-estimation, étant donné que les complexes cellulaires des zones locales sont généralement plus petits que les sites de la Police fédérale pour lesquels les offres ont été faites.

4 Conclusion

L'adoption des amendements à la proposition de loi n'entraînera pas une dépense supplémentaire pour le pouvoir fédéral, car les moyens destinés à l'installation de caméras dans les cellules de la Police fédérale ont déjà été prévus. Il s'agit de l'installation de 109 caméras et de leurs accessoires dans les cellules de 40 sites de la Police fédérale. Les offres à cet effet s'élèvent à 1,6 million d'euros (y compris le coût de l'installation d'un intercom). Après quelques années, le coût de la maintenance pour ces installations augmentera toutefois, mais la Cour des comptes est difficilement en mesure d'estimer les dépenses supplémentaires y afférentes.

⁸ L'article 3 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, prévoit ce qui suit : « Les services de police sont organisés et structurés à deux niveaux : le niveau fédéral et le niveau local, lesquels assurent ensemble la fonction de police intégrée. Ces niveaux sont autonomes et dépendent d'autorités distinctes. »

⁹ *Quest. et rép.*, Chambre, 22 mars 2023, [ORVA 55 106](#), question n°1698 de Mme Eva Platteau du 3 février 2023 (N.) à la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, p. 321-322.

¹⁰ La loi relative à la police intégrée prévoit qu'une zone de police est autonome financièrement et que le budget de celle-ci est financé par deux sources principales, à savoir la dotation ou subvention fédérale (composée de différents types de subventions comme la subvention de base, la subvention sociale, etc.) et la dotation communale.

¹¹ L'accord-cadre actuel pour les installations de sécurité (22.02.0000.068E-SEC) a une durée de quatre ans et il a fait l'objet d'une procédure d'adjudication le 11 mai 2023, l'attribution étant intervenue le 5 octobre 2023.

¹² Il ressort des offres de la police fédérale que le coût de la caméra est relativement limité par rapport aux autres coûts dans le cadre d'une installation, par exemple pour le câblage.

La proposition de loi à l'examen entraînera cependant des dépenses nouvelles pour les zones de police locale, qui ne sont pas à la charge du pouvoir fédéral. Au 31 décembre 2021, 40 % des cellules de la police locale (466 sur 1.164 cellules) n'étaient pas équipées de caméra. La Cour des comptes n'est pas en mesure d'estimer avec précision ces dépenses nouvelles, étant donné que le coût de l'installation peut varier selon la localisation. La Cour des comptes estime ces nouvelles dépenses, sur la base des données de la Police fédérale, à au moins 6,85 millions d'euros, ce qui pourrait toutefois être sous-estimé.

Advies bij de amendementen 1 tot en met 6 (DOC 55 3349/002) bij het wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 2007 betreffende de minimumnormen, de inplanting en de aanwending van de door de politiediensten gebruikte opsluitingsplaatsen voor wat de verplichte uitrusting met camera's betreft

1 Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft met een brief van 23 oktober 2023 aan het Rekenhof gevraagd om een advies te verstrekken met een raming van de nieuwe uitgaven of van de minderontvangsten als gevolg van de goedkeuring van de amendementen 1 tot en met 6 (DOC 55 3349/002) bij het wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 2007 betreffende de minimumnormen, de inplanting en de aanwending van de door de politiediensten gebruikte opsluitingsplaatsen voor wat de verplichte uitrusting met camera's betreft, ingediend door de dames Eva Platteau en Julie Chanson (DOC 55 3349/001)¹.

2 Amendementen bij het wetsvoorstel: voorgestelde wijzigingen

Het wetsvoorstel van 8 mei 2023 voorziet dat elk opsluitingscel verplicht wordt uitgerust met een camera en dit omwille van de bescherming van zowel de personen die worden opgesloten als de politiemensen. Hiertoe zou aanvankelijk het huidige koninklijk besluit met de minimumnormen voor opsluitingsplaatsen², dat geen verplichting bevat om de cellencomplexen uit te rusten met camera's, worden aangepast.

De zes amendementen van 19 oktober 2023 wijzigen dit wetsvoorstel om tegemoet te komen aan opmerkingen van het controleorgaan op de politionele informatie (COC) en andere adviezen waaronder deze van de Federale Politie. Omwille van het legaliteitsbeginsel, zou het volgens die adviezen te verkiezen zijn om de verplichting tot camera's in opsluitingsplaatsen in te voeren via een wetsartikel in plaats van via een artikel in een koninklijk besluit.

Amendement nummer 3 bevat de inhoudelijke essentie en wil dus aan de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt toevoegen dat *in de besloten plaatsen waarvan de politiediensten de beheerder zijn, in elke opsluitingsplaats zichtbaar gebruik wordt gemaakt van vaste camera's*. Aan het Rekenhof wordt aldus gevraagd de eventuele nieuwe uitgaven hiervoor te ramen.

3 Raming

De geïntegreerde politie bevat zowel cellen beheerd door de Federale Politie als cellen beheerd door de Lokale Politie.

¹ Overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer.

² Koninklijk besluit van 14 september 2007 betreffende de minimumnormen, de inplanting en de aanwending van de door de politiediensten gebruikte opsluitingsplaatsen.

3.1 Cellen bij de Federale Politie

De Federale Politie beschikt momenteel over 306 cellen in hun gebouwen. Begin 2023 waren er 150 daarvan uitgerust met camera's en dus 156 niet uitgerust met camera's. Het aantal cellen is echter continu in verandering.

De minister van Binnenlandse Zaken schreef op 1 maart 2021 aan de commissaris-generaal van de Federale Politie dat het van essentieel belang is om het plaatsen van camera's te bespoedigen in opsluitingsplaatsen die er nog niet mee zijn uitgerust. De minister verzocht om dit prioritair te verwezenlijken in de verschillende cellencomplexen die onder de verantwoordelijkheid van de Federale Politie vallen³.

De directie van de Logistiek (DRL) van de Federale Politie maakte daarop een analyse en identificeerde in een nota van 29 december 2021 40 sites met samen 109 cellen die niet beschikken over een camera of enkel een oud en minderwaardig analoog camerasysteem met zwart-wit beelden waarvan geen vervangingsonderdelen meer verkrijgbaar zijn en dus onherstelbaar zijn bij een eerstvolgend defect.

De Federale Politie koos ervoor om die 40 sites te voorzien van een gespecialiseerde antivandaal hoekcamera met audio-opname per opsluitplaats⁴, inclusief een digitale videorecorder met beschermde videobeheer-server binnen een beveiligd (server)lokaal. Tegelijk investeert de Federale Politie in een nieuwe antivandaal oproeppost (intercom) in cellen waar deze nog ontbreken of permanent defect zijn, zodat er steeds een directe communicatie mogelijk is tussen de arrestant en het bewakingslokaal. De installatie houdt ook rekening met het toewijzen van een specifiek bewakingslokaal waarbij de beelden door middel van een werkstation, antwoordpost en monitoringsschermen continu kunnen worden opgevolgd door de toegewezen bewaker en waarnaar de arrestant ongehinderd kan communiceren of een dringende (nood)oproep kan maken. Het beheer van deze beelden zal verlopen via een nieuw werkstation waarop elke gebruiker en iedere verantwoordelijke(n) van het videobeheersysteem moeten inloggen met een strikt persoonlijke login en wachtwoord. Dankzij deze investeringen kan de Federale Politie bij ieder nieuw incident of klacht de nodige beelden onmiddellijk opvragen en voor verder onderzoek overmaken en dit met een maximale opslaggarantie van drie maanden.

De installatie bij deze 40 sites van de Federale Politie startte eind 2022 en zou voor het einde van het eerste kwartaal in 2024 afgerond zijn. Er werd hierbij een onderscheid gemaakt tussen cellen die snel in gebruik dienden te worden genomen (prioriteit 1, aanbesteed in 2022) en cellen waar nog extra bouwkundige ingrepen nodig waren (prioriteit 2, aanbesteed in 2023).

De offertes voor deze 40 sites vermelden een totale uitgave van 1,6 miljoen euro⁵, weliswaar inclusief de installatie van een intercom waarover de amendementen bij het wetsvoorstel niet handelen. Dit is dus ongeveer 14.710 euro per cel.

De installaties worden gefinancierd vanuit de gewone kredieten van de Federale Politie (603.426,04 euro), aangevuld met extra middelen (1 miljoen euro⁶). De financiering gebeurt bijgevolg niet door de Regie der Gebouwen die eigenaar is van de gebouwen.

³ Brief van minister van Binnenlandse Zaken aan de Commissaris-Generaal van de Federale Politie op 1 maart 2021 met als onderwerp het plaatsen van bewakingscamera's in de verschillende cellencomplexen van de Federale Politie.

⁴ De mogelijkheid tot opnemen van geluid wordt binnen de Federale Politie voorlopig niet gebruikt want de Federale Politie wacht hiervoor op wetgeving die eerst aangepast moet worden, onder meer om te voldoen aan de GDPR.

⁵ Dossier 2022RE87 van 17 oktober 2022 aan de controleur der vastleggingen.

⁶ Afkomstig uit de 70 miljoen euro die in 2022 werd vrijgemaakt voor de globale versterking van de politie.

De onderhoudskosten zijn niet inbegrepen in deze offertes, al vallen de installaties de eerste jaren nog onder garantie en zal pas in een later stadium de onderhoudskost kunnen oplopen⁷.

3.2 Cellen bij de Lokale Politie

Ook de Lokale politie beheert cellen waarvoor dezelfde verplichting zou gelden⁸. Op 31 december 2021 beheerden de toen 185 lokale politiezones samen 1.164 cellen, waarvan 40% (466 cellen) niet over een camera beschikt⁹.

De meeruitgaven voor het uitrusten van deze cellen met een camera vallen ten laste van de lokale politiezones en dus niet van de federale overheid¹⁰. De Regie der Gebouwen stelt wel een raamovereenkomst¹¹ voor beveiligingsinstallaties (camera's, toegangscontrole, ...) ter beschikking die onder meer kan dienen voor de installatie en onderhoud van camera's in politiecellen. Ook de Lokale Politie kan van deze raamovereenkomst gebruik maken.

Het Rekenhof kan geen nauwkeurige raming maken van de meeruitgaven voor de lokale politiezones omdat de kost per geïnstalleerde camera zal verschillen naargelang de lokale situatie. Naast de eerder beperkte kost van de camera's¹² moet immers ook rekening worden gehouden met de kost van servers, licenties en bekabeling. De server dient voor het centrale beheer van de beelden. Dit is een eenmalige kost, maar is afhankelijk van de schaal van de installatie. Dit zal proportioneel duurder zijn als 1 of 2 camera's moeten worden geïnstalleerd in vergelijking met de installatie van bijvoorbeeld 20 camera's. De gekozen licentie heeft ook een impact en sommige zones zullen twee werkstations (elk met de nodige licentie) wensen in plaats van één, wat ook een invloed heeft op de kost. Ten slotte is de kost van de bekabeling afhankelijk van de ligging van het centrale beheer. Bij een langere afstand, zal dit een hogere uitgave in het geheel van een installatie vormen.

Berekend op de gemiddelde kost op federaal niveau (ongeveer 14.710 euro per cel zonder camera), kan dit zorgen voor een meeruitgave van minstens 6,85 miljoen euro. Dit is inclusief de installatie van een intercom, gebaseerd op het aantal cellen zonder camera op 31 december 2021 en berekend op basis van de offertes van de Federale Politie die gebruik maakten van de beschikbare raamovereenkomst van de Regie der Gebouwen. Deze raming is waarschijnlijk een onderschatting, omdat de cellencomplexen bij lokale zones doorgaans kleiner zijn dan de sites van de Federale Politie waarvoor de offertes zijn gemaakt.

4 Conclusie

De goedkeuring van de amendementen bij het wetsvoorstel zal niet leiden tot een meeruitgave voor de federale overheid, omdat de middelen voor het plaatsten van camera's in federale politiecellen al voorzien zijn. Het gaat over de installatie van 109 camera's met toebehoren voor cellen op 40

⁷ De Federale Politie gebruikt hiervoor doorgaans als norm voor de jaarlijkse onderhoudskost 10% van de investeringskost.

⁸ Het artikel 3 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus voorziet dat de politiediensten worden georganiseerd en gestructureerd op twee niveaus: het federale niveau en het lokale niveau, die samen de geïntegreerde politiezorg verzekeren. Deze niveaus zijn autonoom en hangen van verschillende overheden af.

⁹ Vr. en Antw. Kamer, 22 maart 2023, QRVA 55 106, [Vraag nr. 1698 van mevrouw Eva Platteau van 3 februari 2023 \(N.\) aan de minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing](#), p. 321-322.

¹⁰ De wet op de geïntegreerde politie bepaalt dat een politiezone financieel autonoom is en dat de begroting van de politiezone twee belangrijke financieringsbronnen heeft, namelijk de federale dotatie of toelage (bestaande uit verschillende soorten toelages zoals een basistoelage, sociale toelage, ...) en de gemeentelijke dotatie.

¹¹ De huidige raamovereenkomst voor beveiligingsinstallaties (22.02.0000.068E-SEC) heeft een termijn van vier jaar en werd respectievelijk op 11 mei 2023 en 5 oktober 2023 aanbesteed en gegund.

¹² Uit offertes van de Federale Politie blijkt dat de kost van de camera relatief beperkt is ten opzichte van de andere kosten bij een installatie zoals de bekabeling.

sites van de Federale Politie. De offertes hiervoor bedragen 1,6 miljoen euro (inclusief de kost voor de installatie van intercom). Na enkele jaren zal er wel een gestegen onderhoudskost zijn voor deze installaties, waarvan het Rekenhof de meeruitgaven moeilijk kan inschatten.

Dit wetsvoorstel zal echter ook leiden tot nieuwe uitgaven voor de lokale politiezones, die niet ten laste vallen van de federale overheid. Op 31 december 2021 beschikte namelijk 40% van de cellen van de Lokale Politie (466 op 1.164 cellen) niet over een camera. Deze nieuwe uitgaven kan het Rekenhof niet nauwkeurig ramen, aangezien de installatiekost kan verschillen per locatie. Deze nieuwe uitgaven raamt het Rekenhof op basis van de gegevens van de Federale Politie op minstens 6,85 miljoen euro, wat echter mogelijk een onderschatting is.